

TRUMP-NETANYAHOU : DÉMOCRATIE OU BARBARIE



BERNARD RAVENEL *

Comme toujours au Moyen-Orient après une guerre ou à la veille d'une guerre – comme celle voulue de fait par Donald Trump et Benyamin Netanyahou¹ –, on reparle de la Palestine. Et comme toujours, l'évolution de la situation internationale mais aussi régionale, produisant de nouveaux équilibres, toujours précaires, les grandes puissances interviennent au Moyen-Orient pour s'ajuster au nouvel « équilibre » international en gestation soit pour le consolider soit pour le modifier en leur faveur. C'est ce qui se passe aujourd'hui au Moyen-Orient avec le plan Trump.

Depuis des siècles le Moyen-Orient est dessiné, redessiné, en fonction des intérêts des nouveaux vainqueurs des guerres menées par les puissances aux ambitions méditerranéennes. En même temps, pour répondre aux exigences des nouveaux maîtres, des frontières, des régimes, des nations sont inventés et d'autres annulés. Avec le temps les concepts de peuple ou de nation ont évolué ou changé de sens ou de valeur : 100 000 habitants du Qatar sont considérés comme un peuple et pas les 25 ou 30 millions de Kurdes. De la même manière, les juifs dispersés dans le monde seraient un peuple, mais pas les

* HISTORIEN, ANCIEN PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION FRANCE-PALESTINE SOLIDARITÉ ET DE LA PLATE-FORME DES ONG FRANÇAISES POUR LA PALESTINE.

¹ Alain Gresh, « Israël-Palestine, un plan de guerre », *Le Monde diplomatique*, mars 2020.

Palestiniens, un des peuples les plus anciens de la région...

En 2011, 20 ans après l'Intifada palestinienne (1987-1991), soulèvement populaire non armé, une révolution démocratique s'est produite dans le monde arabe où, pour la première fois de leur histoire, des peuples arabes, en Tunisie, en Égypte, au Yémen, ont fait « l'expérience pratique de la souveraineté »² en faisant tomber leurs dictateurs. Ce mouvement, qui s'est récemment étendu au Soudan et à l'Algérie, a touché pratiquement tout le monde arabe, y compris, on l'oublie trop souvent, l'autre grand voisin de la Palestine, la Syrie. Il a réussi en certains lieux et échoué dans d'autres. Dans tout cet espace géopolitique d'importance mondiale s'affirme un processus révolutionnaire de longue durée, qu'il faut appréhender dans sa dimension inséparablement démocratique et pacifique ou non violente. Ce mouvement historique est confronté à une formidable et violente contre-offensive de toutes les forces internes et internationales opposées à l'émancipation des peuples arabes.

C'est dans ce climat politique que se situe « l'accord du siècle » qui doit conforter le contrôle stratégique américain sur le monde à partir du Moyen-Orient. Cet « accord » a comme objectif central la « neutralisation » du peuple palestinien, la liquidation, conjointement avec celle du droit international, de la « Question palestinienne » considérée, depuis l'Intifada en 1987-1988, comme porteuse d'une dynamique politique démocratique dangereuse pour les pouvoirs dominants du monde arabe et aussi en Israël.

Ce plan est un véritable cas d'école d'une négation des notions les plus élémentaires du droit international remplacé comme valeur normative par « le droit de la force ». Il invite à repenser l'histoire de ce conflit pour mieux cerner l'avenir possible d'Israël et de la Palestine.

L'impasse stratégique du sionisme

La vision nationale du mouvement sioniste originel portait trois objectifs qui, jusqu'à aujourd'hui, correspondent à des choix politiques différents.

² Sarah Ben Neffissa, « Révolution civile et politique en Égypte », *Mouvements*, été 2011.

Le premier, l'objectif national, créer l'État des juifs. Le deuxième, institutionnel, donner à cet État une nature démocratique³. Le dernier, territorial, faire naître cet État dans les frontières de l'Israël de la Bible, c'est-à-dire toute la Palestine. Ces objectifs répondaient alors à une nécessité pratique : faire des juifs du monde entier une nation et faire de l'État d'Israël la patrie de cette nation. Ainsi le judaïsme (la diaspora) et le sionisme (l'État) se trouvaient reliés dans une seule et même cause pour des laïques comme pour des religieux. À la naissance de l'État d'Israël, le sionisme peut réaliser seulement ses deux premiers objectifs : un État juif et démocratique, mais seulement sur une partie de la Palestine, celle attribuée aux Juifs par l'ONU avec la résolution 181 en 1947.

On ne peut oublier que la réalisation de ces deux premiers objectifs donnant vie à un « État juif et démocratique » est permise au prix de l'expulsion d'au

moins 650 000 Palestiniens. Le maintien de cette population – à peu près – égale à toute la population juive d'alors aurait permis la réalisation d'un seul de ces deux objectifs : ou Israël, démocratique, ne serait plus juif mais binational, ou bien pour être juif il ne pouvait plus être démocratique. Cette contradiction du sionisme n'a pu être surmontée. Et après la guerre de 1967, quand Israël s'empare de tout *Eretz Israel*, réalisant ainsi l'objectif manqué en 1948, la contradiction non résolue précédemment se réveille alors.

Enfin Israël a choisi de ne pas choisir. Ou plutôt il a laissé les faits s'accomplir et ces faits s'appellent colonies. Plus de cinquante ans après, pour l'historien israélien Tom Segev, « Israël se retrouve dans un piège effroyable : il ne peut plus se retirer de Cisjordanie et chaque jour rend plus difficile sa possibilité d'en partir [...] En 1967, dès sa victoire, Israël est allé d'erreur en erreur,

175

³ La formule « État juif et démocratique » est le produit du sionisme institutionnel de l'État d'Israël et définit une démocratie ethnique. Reconnaître Israël comme État juif en tant que tel rend cet État automatiquement discriminatoire pour 20 % de sa population ethniquement arabe, c'est-à-dire palestinienne. En regard, du côté de la Palestine, face aux affirmations selon lesquelles « La Palestine est un État arabe » dans lequel « l'Islam est la religion de l'État », la déclaration d'indépendance du 15 novembre 1988 affirme sans ambiguïté que l'État de Palestine aura pour base principale la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, considérant ainsi la démocratie comme un concept universel. Une différence capitale avec la nature de l'État d'Israël et son évolution régressive récente, lourde de conséquences.

s'enfonçant dans l'impasse »⁴. Quarante ans après, Abraham Burg, ex-président de la Knesset, dans son livre, *Vaincre Hitler*, peut faire le constat de cette impasse stratégique qui rend à jamais impossibles pour Israël une réintégration pacifique dans son entourage régional et la reconnaissance de ses frontières par l'ONU et l'Union européenne⁵.

C'est à partir de cette impasse que le Likoud, considérant la Judée et la Samarie (Cisjordanie) comme partie intégrante de la mère-patrie historique, choisit la force brute. Alliée aux colons messianiques, disposant de l'appui des États-Unis, faisant fi du droit international, des aspirations nationales du peuple palestinien, de l'opinion publique mondiale, la droite israélienne se prépare à achever la conquête de la Palestine mandataire, de la Méditerranée au Jourdain. Israël n'aura jamais voulu d'*alter ego* palestinien, c'est-à-dire d'un État palestinien souverain à côté de lui.

Palestine : l'indésirable première démocratie arabe

La fondation de l'OLP au Caire en 1964 est décidée par Nasser, pour contrôler la résistance palestinienne naissante dans le cadre de la bataille pour le leadership du monde arabe.

La défaite des régimes arabes dans la guerre des Six Jours conduit la résistance palestinienne, largement dominée par le Fatah de Yasser Arafat, à s'émanciper des États arabes et à prendre le contrôle de l'OLP qui, seule, mènera la lutte armée contre Israël. Dès lors l'élément du débat interne sera la notion d'État démocratique comme solution au conflit avec Israël. Le 1^{er} janvier 1969 le Fatah se prononce pour un « État démocratique dont tous les citoyens, quelle que soit leur religion, jouiront de droits égaux ». De son côté le Front démocratique de libération de la Palestine, (FDLP), de référence marxiste, mais très

⁴ Tom Segev, « Les cicatrices de la guerre de six jours », Propos recueillis par Sylvain Cypel, *Le Monde*, 3-4 juin 2007.

⁵ Abraham Burg, *Vaincre Hitler*, Fayard, Paris, 2007.

minoritaire, défend la thèse d'un État démocratique binational où les Juifs jouiraient des droits « nationaux ». Remplaçant le projet multiconfessionnel du Fatah, le FD présente ainsi une perspective de coexistence sans oppression nationale.

Décliné ainsi, le choix démocratique constitue une nouveauté radicale par rapport à la pensée nationaliste arabe.

1974 est l'année du grand tournant stratégique. L'OLP reformule son programme autour de deux objectifs : l'objectif final : la construction d'un État démocratique sur toute la Palestine, l'objectif intermédiaire, l'instauration d'un pouvoir national indépendant sur toute partie de la Palestine dont Israël se serait retiré.

Au début des années 1980, la lutte armée est « totalement obsolète »⁶. La priorité revient à la politique. En décembre 1987 éclate l'Intifada, un mouvement de masse de résistance civile sur l'ensemble des territoires occupés. La traduction politique en est la « Déclaration d'indépendance de l'État de Palestine » de novembre 1988 qui précise que « sera respectée la dignité humaine dans un régime parle-

mentaire démocratique fondé sur la liberté de pensée, la liberté de constituer des partis, le respect par la majorité des droits de la minorité et le respect par la minorité des décisions de la majorité. Ce régime sera fondé sur la justice sociale, l'égalité et l'absence de toute forme de discrimination sur la base de la race, de la religion, de la couleur ou du sexe... »

La mobilisation unitaire et profondément pluraliste de la société civile impose une conception démocratique de l'État, sans précédent dans le monde arabe. Une innovation révolutionnaire qui n'est pas du goût des élites dirigeantes arabes en place.

Il s'ensuit des négociations qui aboutissent aux Accords d'Oslo. Ceux-ci s'avèrent un échec pour les Palestiniens ; l'échec d'une négociation non appuyée par une résistance populaire de masse, l'échec aussi de la résistance armée pratiquée par le Hamas. C'est la crise du mouvement national désuni sans qu'émerge une nouvelle stratégie crédible. Confronté à l'épreuve électorale en 2006, le Fatah perd les élections face au Hamas.

⁶ Nadine Picaudou, « Genèse du mouvement national palestinien », *Cahier de formation de l'AFPS*, n° 5, novembre 2002, p. 27.

Ces élections sont reconnues comme régulières et incontestables par l'Union européenne. Les Palestiniens viennent de montrer aux peuples arabes et en particulier aux régimes autoritaires, syrien et égyptien, alors en crise, les vertus du suffrage universel et de l'alternance démocratique. La peur de la contagion démocratique des Palestiniens l'emporte auprès des élites arabes désormais prêtes à normaliser leurs relations avec l'État hébreu, répondant ainsi aux vœux des États-Unis. « Tournez la page », avait demandé aux capitales arabes en 2005 Denis Ross, le représentant américain au Proche-Orient⁷...

Le discrédit du système politique bipolaire palestinien, en rupture interne entre Fatah et Hamas, se généralise. Dans les villages touchés par le mur émergent de nouvelles mobilisations citoyennes. Cette mise en mouvement de la société civile prendra une autre dimension avec le *Printemps arabe* à partir de 2011 qui, s'inspirant du modèle insurrectionnel palestinien, confirme le rôle moteur

de la cause palestinienne dans le monde arabe⁸.

Des manifestations de soutien à Ramallah et à Gaza éclatent spontanément. Les réactions des deux pouvoirs en place sont méfiantes et les militants transforment le slogan fédérateur arabe « le peuple veut la chute du régime » en « le peuple veut la fin de la division ». La critique porte surtout sur la manière dont les deux pouvoirs à Gaza et en Cisjordanie conçoivent la résistance, sur leur incapacité à s'unir et à définir, au-delà des divergences, une base programmatique commune minimale face à Israël.

Une nouvelle génération apparaît, décidée coûte que coûte à reprendre le flambeau de la désobéissance civile de masse, en Cisjordanie et à Gaza. Avec la Marche du retour organisée dans la bande de Gaza au printemps 2018 pour protester contre le blocus israélien, mais aussi contre Trump qui vient d'installer l'ambassade américaine à Jérusalem, s'est déroulée une mobilisation pacifique massive, organisée de manière

⁷ Denis Ross, *Le Monde*, 12 janvier 2005.

⁸ Bernard Dréano, *La Perle et le colonel, réflexions sur les révolutions arabes*, Non-lieu, Paris, 2011, p. 74-79.

démocratique⁹ par la société civile gazaouie. Refusant, sur la pression de la jeunesse, la voie armée pratiquée par le Hamas et le Djihad islamique, cette mobilisation populaire non-violente est l'objet d'une répression immédiate et violente par l'armée israélienne qui fait dès le début au moins 118 morts et des milliers de blessés graves. Ce massacre, commis délibérément, signe aux yeux du monde la défaite morale et politique d'Israël, il exprime l'impasse dans laquelle se trouve Israël avec son immense potentiel de violence, obligé de s'interroger sur sa capacité politique à apporter une solution au problème palestinien. Pour Netanyahu et Trump la conclusion à tirer est simple : « Ce qui ne s'obtient pas par la force s'obtient en usant de plus de force »¹⁰. C'est à partir de ce dicton, célèbre en Israël et ligne de conduite suivie depuis longtemps par le pouvoir israélien, que Netanyahu ayant l'appui de Trump estime bientôt réalisable la conquête de la Cisjordanie, une forme de guerre préventive... Tel

est le sens du plan Trump. Tel est le défi à relever pour les Palestiniens.

Nécessité et conditions d'un nouveau cours pour l'OLP

La démocratie palestinienne, fragile, se trouve désormais à un carrefour : ou elle trouve les forces sociales, politiques et culturelles pour imposer une alternative crédible à la stratégie suivie jusqu'à maintenant par l'OLP, et qui vient de s'effondrer, ou elle va se trouver entraînée vers une dégradation institutionnelle et une dégénération du « vivre ensemble » telle qu'elle peut mener à une liquidation du projet national lui-même.

Les premières réactions de l'OLP, c'est-à-dire du Fatah, au plan Trump, sont connues : les « mille non » de Mahmoud Abbas soutenu en paroles par la Ligue arabe, les apparentes retrouvailles du Fatah et du Hamas... Pour Sylvain Cypel, « La seule question de fond qui se pose est : quelle sera la ligne politique qui émergera

⁹ J'ai développé ce point dans mon livre *La Résistance palestinienne : des armes à la non-violence*, L'Harmattan, 2019, p. 109-111.

¹⁰ Voir Sylvain Cypel, *L'État d'Israël contre les Juifs*, La Découverte, 2020, p. 16-20.

de la société palestinienne »¹¹? Déjà en décembre 2017, après la reconnaissance de Jérusalem comme capitale du seul État d'Israël par Trump, l'OLP n'avait manifesté aucun signe de changement de ligne politique.

Dès janvier 2018, Hani Al-Masri, directeur de *Masarat*, centre palestinien de recherche sur les politiques et les études stratégiques, définit avec une grande clarté les conditions d'une voie nouvelle pour l'OLP, ce qui suppose « l'abandon des stratégies actuelles (celle du Fatah, les négociations, celle du Hamas, la résistance unilatérale. [...]). Une telle voie impose de donner la priorité à la réunification de la direction et du peuple et de toutes les forces dans la diversité, au sein de l'OLP ou en-dehors. Une unité sur une base nationale démocratique consensuelle fondée sur un partenariat réel sans unilatéralisme et sans exclusion, sans l'hégémonie d'un individu ou d'une faction ou de centres de pouvoirs ; sur une base à même de reconstruire les institutions de l'OLP pour rassembler les différentes tendances politiques

et sociales palestiniennes qui croient au partenariat », l'enjeu : « concrétiser un État libéré des Accords d'Oslo »¹².

La conclusion de ce chercheur éminent est sans appel : « Cette alternative [...] a besoin de changement, de renouvellement, de réformes et de l'émergence d'un large courant national tiers pour casser la bipolarisation conflictuelle entre le Fatah et le Hamas et rétablir l'équilibre souhaitable ».

Avec la crise du système bipolaire palestinien et la re-mobilisation de la société civile contre le plan Trump déjà lancée en 2018 à Gaza, l'OLP va traverser une longue phase de transition qui risque d'être douloureuse et difficile. Au travers de beaucoup d'erreurs et de drames fratricides, on devrait assister à une phase de régénération et même de refondation du mouvement national. Une nouvelle génération arrive, convaincue qu'il ne peut y avoir en même temps occupation et spoliation d'un côté et paix de l'autre, convaincue aussi qu'il lui faut réunir quatre conditions indissolublement liées : unité nationale,

¹¹ Sylvain Cypel, « Les États-Unis et Israël piétinent les Palestiniens et la Palestine », *Orient XXI*, 30 janvier 2020.

¹² Hani Al-Masri, « Ce que l'OLP doit vraiment changer. Un point de vue palestinien », *Orient XXI*, 26 janvier 2018.

plate-forme commune contre l'occupation, désobéissance civile de masse et mobilisation de la société civile internationale pour la démocratie, pour le droit effectif à l'autodétermination du peuple palestinien, contre la barbarie en Palestine, mais aussi en Israël.

Dans ce scénario international contre-révolutionnaire actuel où la Palestine continue d'être le miroir du monde et subit pour le meilleur et pour le pire ses transformations profondes, le choix concernant l'objectif stratégique et la méthode de résistance qu'adoptera le mouvement national palestinien est déterminant.

L'« utopie » de l'État démocratique comme espace de réconciliation culturelle, religieuse et ethnique, qui a animé la génération Arafat des années 1960 semble très lointaine. Et pourtant, elle apparaît comme plus actuelle que jamais comme

réponse à ceux qui prêchent la guerre des cultures. De ce point de vue, le choix de la résistance non armée comme forme de lutte pour l'affirmation du droit, est un signe de force et non de faiblesse de ceux qui sont convaincus de la justesse de leur lutte. Ce choix permet au peuple palestinien d'échapper à la fois à l'autodestruction qu'entraîne une bipolarité politico-militaire interne et à la destruction d'ensemble qu'entraîne la logique de guerre. Celle-ci en effet met en péril mortel un peuple entier, un territoire, une histoire millénaire, une ancienne culture du « vivre ensemble ». Ce choix apparaît aussi comme le seul permettant de mobiliser des secteurs importants de la société civile internationale y compris dans la société israélienne. Pour qu'Israël comprenne enfin que la défaite de la Palestine n'est pas une victoire d'Israël.

